



Communauté d'agglomération de Lens- Liévin

CLECT de suivi du pacte financier et fiscal

24 janvier 2022

kpmg.fr

Envoyé en préfecture le 21/03/2022
Reçu en préfecture le 22/03/2022
Affiché le
ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

Communauté d'Agglomération

Lens-Liévin

Envoyé en préfecture le 21/03/2022

Reçu en préfecture le 22/03/2022

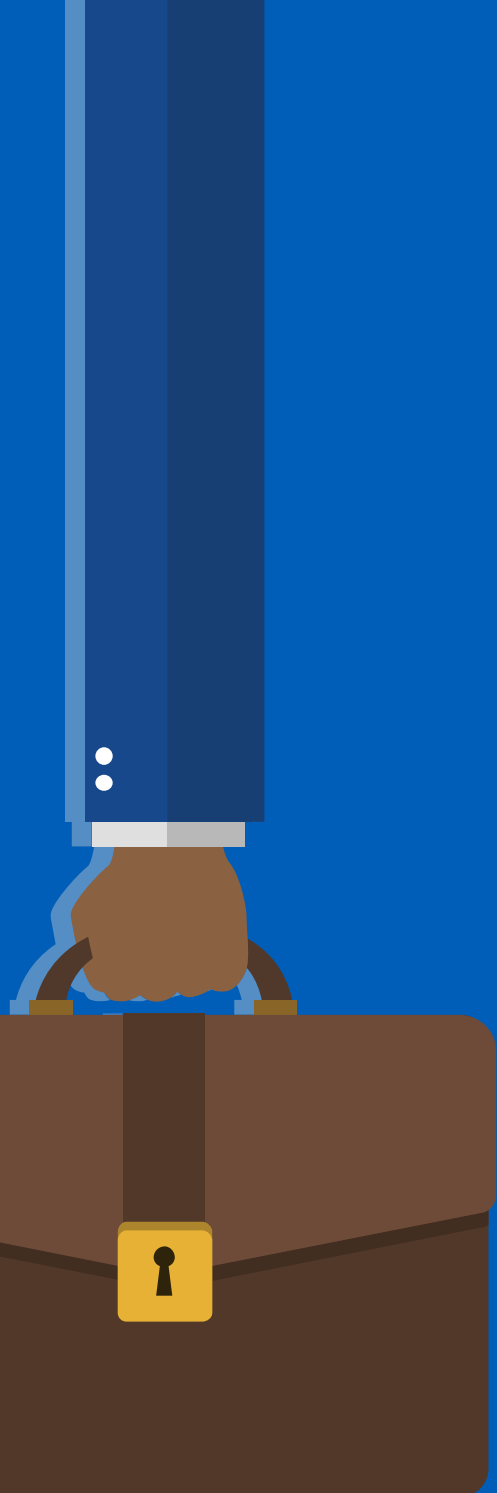
Affiché le

SLO

ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE



Introduction



kpmg.fr



Envoyé en préfecture le 21/03/2022

Reçu en préfecture le 22/03/2022

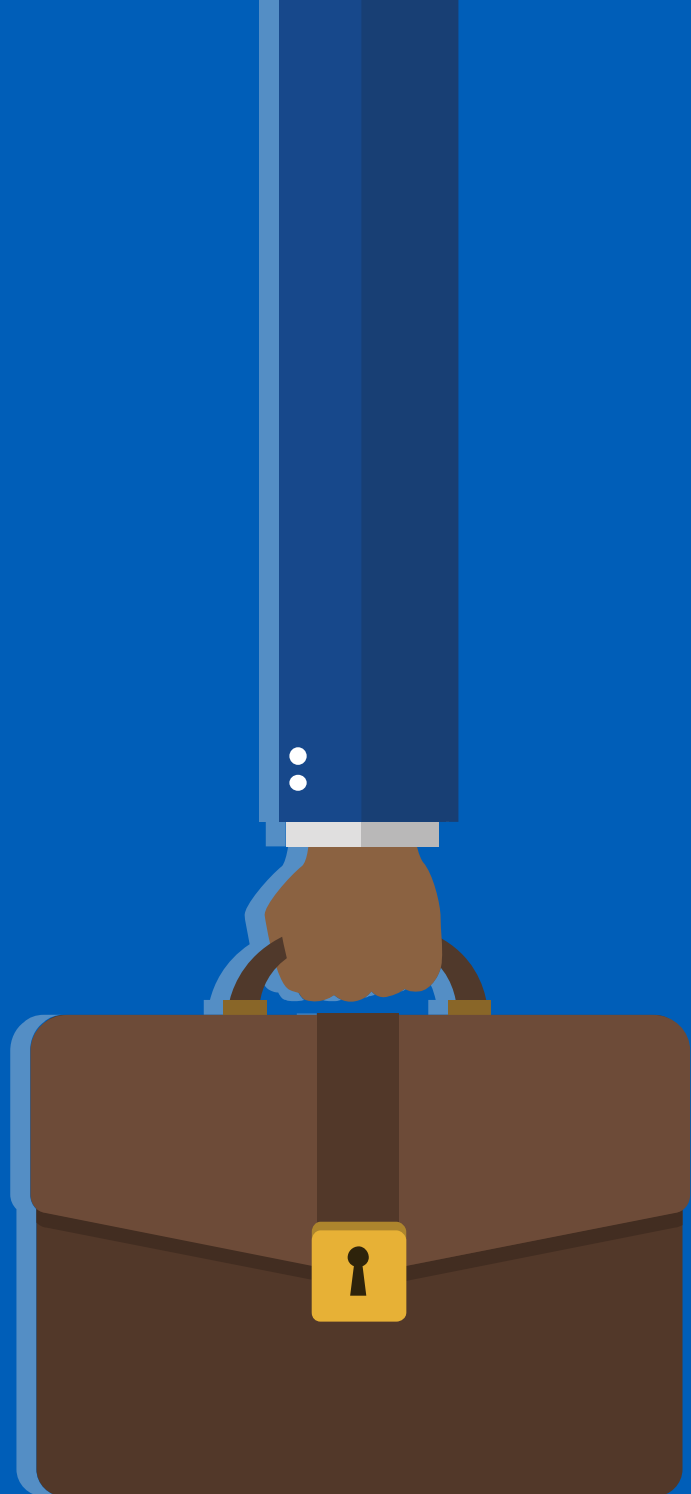
Affiché le

SLO

ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

KPMG

La CLECT, son fonctionnement, les AC



kpmg.fr

Le rôle de la CLECT et la procédure réglementaire d'évaluation des transferts de charges

Article IV du 1609 nonies C du CGI

- Lors de chaque transfert de compétence, la CLECT doit procéder à l'évaluation financière des charges transférées afin de mesurer l'impact sur l'attribution de compensation des communes concernées.
- Cette commission est créée par l'organe délibérant de l'établissement public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers.

Le Conseil Communautaire **peut définir librement le montant et les conditions de révision de l'attribution de compensation** en tenant compte, toutefois, du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

De même, ces dispositions permettent aux élus communautaires de s'écarter du rapport de la commission d'évaluation des transferts de charges. Le Conseil Communautaire doit néanmoins, en pareille hypothèse, statuer de manière **à la majorité des deux tiers** de ses membres, ainsi que **l'ensemble des communes** qui doivent statuer **à la majorité simple**.

La CLECT dispose de 9 mois an pour valider les attributions de compensation définitives après le transfert de compétence.

Composition de la CLECT
Cette commission est composée d'un élu au moins par commune.

Rôle de la CLECT :
Evaluation financière des charges transférées afin de mesurer l'impact sur les attributions de compensation
Suivi et pédagogie autour de la mise en œuvre du PFFS

Délai d'intervention de la CLECT :
Intervention dans un délai de 9 mois après le transfert de charges.

Rapport de la CLECT
A l'issue de l'évaluation des charges transférées, la CLECT rédige un rapport.

Adoption du rapport de CLECT
Le rapport de la CLECT est adopté par les communes membres à la majorité qualifiée

Envoyé en préfecture le 21/03/2022

Reçu en préfecture le 22/03/2022

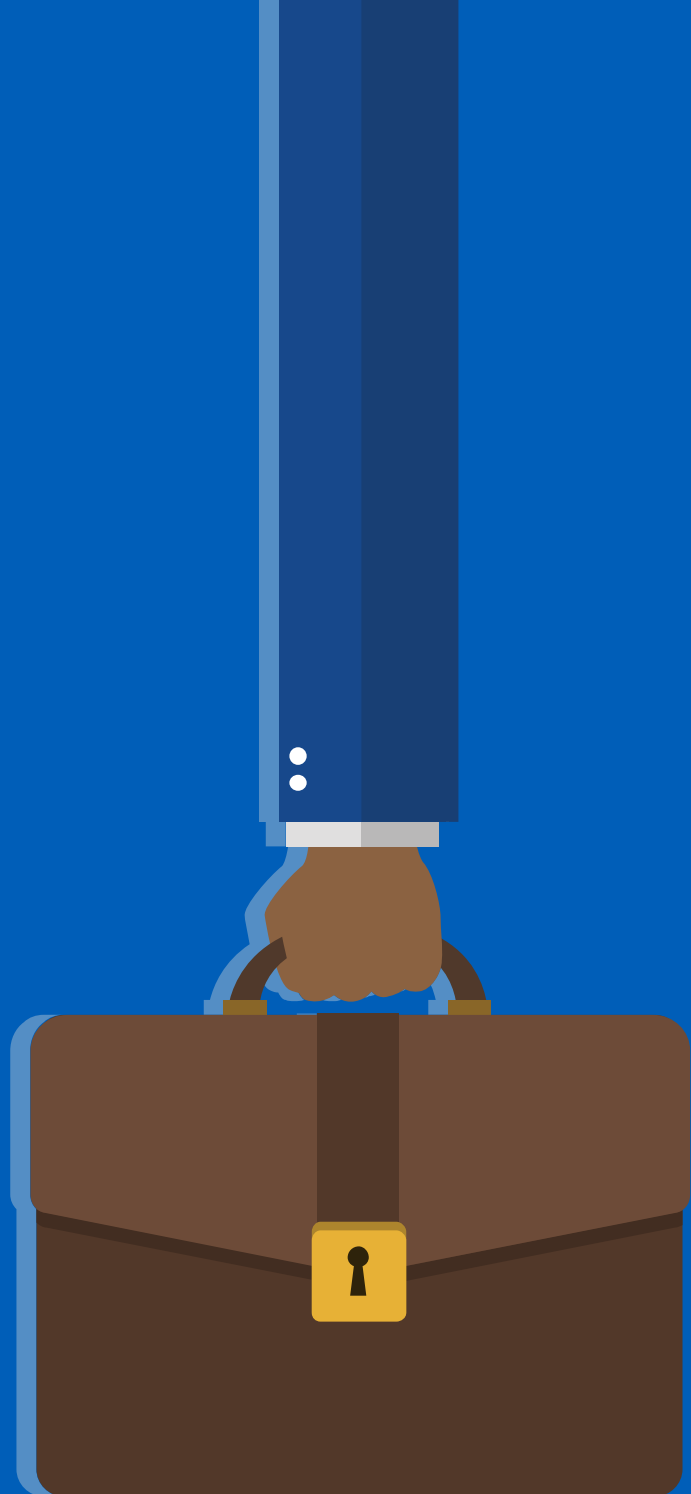
Affiché le

SLO

ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE


KPMG

Installation de la CLECT



kpmg.fr

Election du Président et du Vice-Président de la CLE

Envoyé en préfecture le 21/03/2022
Reçu en préfecture le 22/03/2022
Affiché le 
ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

L'installation de la CLECT nécessite tout d'abord l'élection de son Président et de son Vice-Président

Suite à leur candidature et un vote à main levée,

Sont élus :

- **Président : Jean-Marie Alexandre**

- **Vice-Président : Philippe La Grange**

Pourquoi ?

- Les groupements soumis au régime de la fiscalité professionnelle unique ont obligation de mettre en place une commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT).
- Cette commission a pour rôle principal de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre communes membres et EPCI. Elle assurera également le suivi de la mise en œuvre du pacte financier et fiscal, notamment :
 - L'évolution de l'enveloppe de dotation de solidarité communautaire et sa répartition annuelle
 - L'évolution des attributions de compensation dans le cadre de tout nouveau transfert de compétence induisant un transfert de charge et dans le cadre des évolutions dérogatoire des attributions de compensation des communes à entériner par chaque commune concernée
 - L'évolution de la fiscalité reversée dans le cadre des conventions de partage du produit communal de taxe foncière sur les propriétés bâti en ZAE
- Le Règlement intérieur a pour objet de fixer les règles de fonctionnement de la CLECT de la Communauté d'Agglomération Lens Liévin.

2. Convocation ?

- Le(la) Président(e) de la commission convoque la CLECT sous un délai de 5 jours francs avant la séance.
- L'ordre du jour est déterminé par le(la) Président(e), sur proposition des services de la Communauté d'Agglomération.
- Les convocations comprennent à minima : l'objet, les lieu, jour et horaire de la réunion.
- Les convocations sont adressées aux membres titulaires de la commission à leur domicile ou à la Mairie de ressort ou par voie électronique (mail).
- Si après une première convocation, le quorum n'est pas atteint, la Commission est à nouveau convoquée sans condition de délai. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

3. Tenue et déroulement ?

- La commission se réunit lors de chaque transfert de charges ou à des fins de suivi de la mise en œuvre du pacte financier et fiscal.
- Les travaux de la Commission sont préparés par les services communautaires. Ils peuvent donner lieu à l'organisation de sous-groupes de travail en amont des séances plénières.
- Pour l'exercice de sa mission, la CLECT peut également, en tant que de besoin, décider de recourir à des experts et des personnes qualifiées extérieures, après accord du Président de la CLECT.
- Les séances ne sont pas publiques.
- Elles sont ouvertes :
 - aux membres titulaires et aux membres suppléants dont le titulaire est absent ;
 - aux experts ou personnes qualifiées éventuellement désignés ;
 - aux agents communautaires ou communaux susceptibles d'apporter un éclairage technique aux discussions et sur invitation du(de la) Président(e) de la CLECT ;
 - aux agents communautaires chargés du secrétariat de la séance.
- Le(la) Président(e) de la CLECT préside la séance, il(elle) dirige les débats. Il(elle) dispose d'une voix prépondérante en cas de partage égal des voix. En cas d'absence ou d'empêchement, il(elle) est remplacé(e) par le(la) Vice-Président(e).
- Tous les commissaires présents, c'est-à-dire les titulaires ainsi que les suppléants assurant la représentation de leur titulaire absent, ont voix délibérative.


4. Quorum ?

- La CLECT ne peut valablement se prononcer si la majorité des membres la composant n'est présent. En conséquence, la CLECT de la Communauté d'Agglomération Lens Liévin délibère valablement en la présence d'au moins 18 de ses membres (le Président ou le Vice-Président et 17 membres).
- En l'absence du Président et du Vice-Président, la réunion ne peut pas avoir lieu.
- En ouverture de la réunion, le(la) Président(e) de la Commission vérifie le quorum. Lorsque le quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est envoyée aux membres de la commission dans les conditions du point 2. du présent règlement.

5. Approbation du rapport final ?

- A l'issue de l'évaluation des transferts de charges, la CLECT rend ses conclusions sous la forme d'un rapport adopté à la majorité simple. Il est proposé que le rapport annuel relatif à l'évaluation et le suivi du pacte soit adopté dans les mêmes termes.
- Le rapport final portant sur l'évaluation des transferts de charges doit ensuite être approuvé à la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes membres, c'est-à-dire par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes membres représentant les deux tiers de la population.
- Il est enfin présenté au Conseil communautaire pour servir de base à la fixation des attributions de compensations définitives.

Vote du règlement intérieur

Envoyé en préfecture le 21/03/2022
Reçu en préfecture le 22/03/2022
Affiché le 
ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

Au-delà d'une remarque portant sur la formulation des règles de quorum qui a fait l'objet d'une correction, le règlement intérieur a fait l'objet d'une :

- Adoption à l'unanimité des membres présents

Les différentes modalités de fixation ou de révision entre souplesse et rigidité

Fixation initiale du montant de l'AC

- Avec l'AC, l'EPCI a vocation à **reverser à la commune le montant des produits de fiscalité professionnelle perçus par cette dernière**, l'année précédant celle de la première application du régime de la FPU.
- Le V de l'article 1609 nonies C du CGI prévoit **deux cas de fixation initiale du montant de l'AC** : 1/la fixation libre du montant de l'AC qui nécessite un accord entre l'EPCI et ses communes membres ; 2/la fixation normée du montant de l'AC à défaut d'accord entre l'EPCI et ses communes membres.

Révision libre

- **Lorsque le montant de l'AC initiale a déjà été fixé, il peut être révisé à la hausse ou à la baisse en cas d'accord entre l'EPCI et les communes membres intéressées** selon les modalités de la révision libre prévues au 1° bis du V de l'article 1609 nonies du CGI : délibération à la majorité des 2/3 du conseil communautaire sur le montant de l'AC + délibération de chaque commune intéressée à la majorité simple.
- Cette procédure de révision implique qu'une commune ne puisse pas voir le montant de son AC révisé sans avoir au préalable donné son accord.

Révision liée à tout transfert de charge

- **Lors de chaque transfert de charges**, la CLECT produit un rapport évaluant leur montant dans les conditions prévues au IV de l'article 1609 nonies C.
- Après adoption de ce rapport par les communes membres, le montant de l'AC est minoré ou majoré du coût de ce transfert par délibération de l'EPCI sans que les communes membres n'aient à délibérer favorablement pour adopter cette révision.
- Dans la mesure où tout transfert de charges donne lieu à un rapport d'évaluation élaboré par la CLECT et adopté par les communes membres de l'EPCI, la modification du montant de l'AC ne nécessite pas de délibération de la part de ces dernières.

La révision unilatérale de l'AC

- La révision unilatérale du montant de l'AC est une **révision opérée sans accord entre l'EPCI et la commune intéressée**. Cette procédure de révision implique donc qu'une commune puisse voir le montant de son AC révisé sans avoir au préalable donné son accord. Seul l'EPCI est compétent pour enclencher cette procédure de révision et peut y recourir uniquement dans les deux cas suivants :
- lors d'une **diminution des bases imposables de fiscalité professionnelle de l'EPCI** (1° du V de l'article 1609 nonies C du CGI) ;
- lors d'une **fusion ou en cas de modification de périmètre de l'EPCI** (a. des 1. et 2. du 5° du V de l'article 1609 nonies C du CGI)

La révision individualisée

- Les EPCI faisant application du régime de FPU et leurs communes membres peuvent procéder à la diminution des AC d'une partie des communes membres **lorsque les communes concernées disposent d'un potentiel financier par habitant supérieur de plus de 20 % au potentiel financier par habitant moyen de l'ensemble des communes membres**.
- Cette révision à la baisse du montant des AC ne peut excéder 5 % du montant initial de celles-ci.

A noter ...

Le rapport produit dans le cadre du suivi du PFF est informatif dans la mesure où il ne traite pas de transferts de charges

Il vise à mesurer et partager avec l'ensemble des communes :

- L'évolution de l'enveloppe de dotation de solidarité communautaire et sa répartition annuelle
- L'évolution des attributions de compensation dans le cadre des évolutions dérogatoire des attributions de compensation des communes à entériner par chaque commune concernée
- L'évolution de la fiscalité reversée dans le cadre des conventions de partage du produit communal de taxe foncière sur les propriétés bâti en ZAE

Il servira de base aux décisions de l'assemblée délibérante de la CALL pour :

- La détermination des montants de DSC attribués chaque année aux communes (majorité des 2/3 du CC)
- La correction dérogatoire de AC des communes concernées par un gain relatif de DSC (majorité des 2/3 du CC + majorité simple des CM concernés)
- La détermination du produit à reverser par les communes concernées par des convention de partage du produit et des compensations de taxe sur le foncier bâti communal en ZAE (majorité simple CC et CM concernés)

Envoyé en préfecture le 21/03/2022

Reçu en préfecture le 22/03/2022

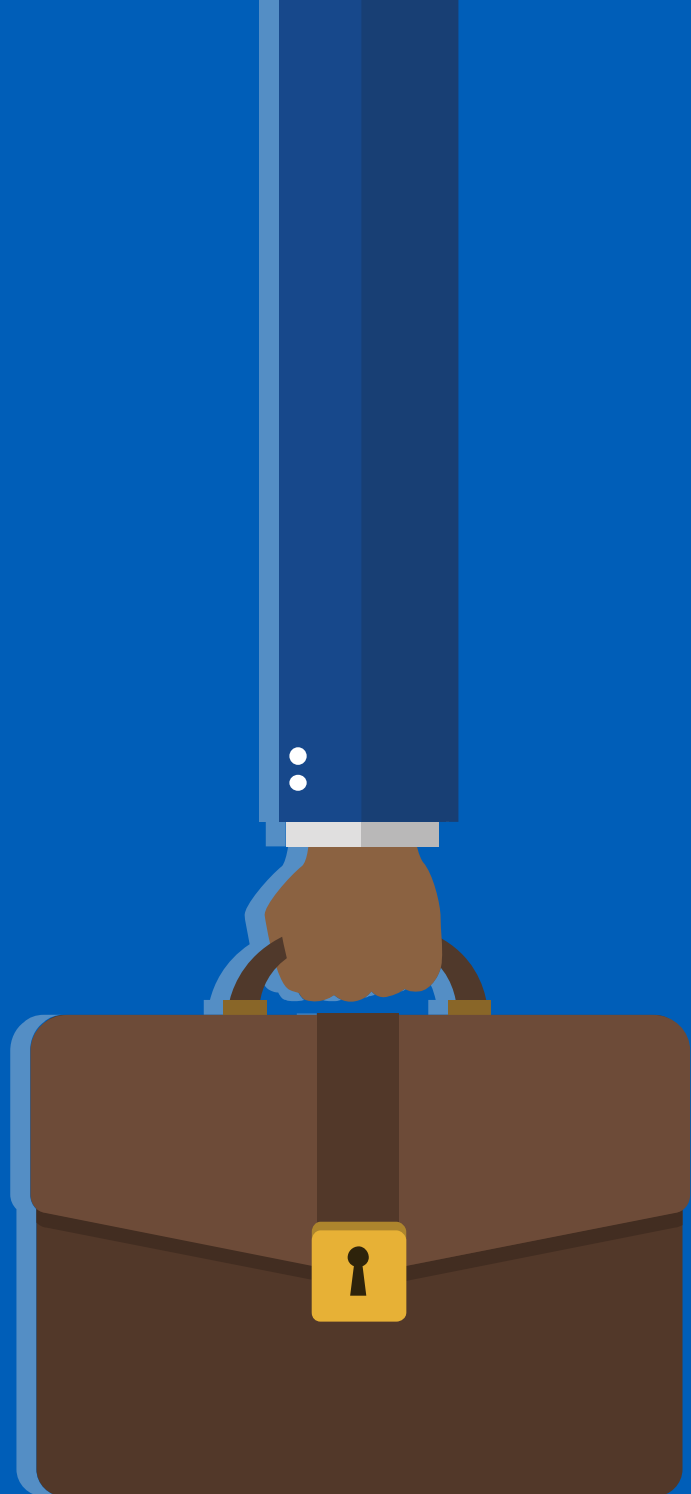
Affiché le

SLO

ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE



Les modalités de détermination des montants de DSC pour 2022



kpmg.fr

Rappel des nouvelles modalités de répartition de la DSC

Au regard de la structure historique de la DSC de la CALL et du degré de dépendance des communes principalement bénéficiaires à ce reversement, il a été proposé :

- De tenir compte prioritairement des critères prescrits par le Code Général des Collectivité territorial dans les proportions règlementaires, soit **35%** de l'enveloppe (potentiel fiscal à hauteur de 15% et revenu par habitant à hauteur de 20% sur la base des données DGF N-1) ;
- De tenir compte de l'importance du versement historique que représentait la DSC dans les recettes des communes du SIZIAF par le biais d'un versement dédié représentant **34%** de l'enveloppe ;
- De tenir compte du niveau antérieur de DSC en redistribuant une enveloppe de transition représentant **31%** de l'enveloppe, visant à garantir un complément aux communes disposant d'un reversement de DSC dit « spontané » en baisse par rapport à 2021 afin de préserver le niveau de leurs ressources.

Une clause de revoyure est fixée annuellement afin de pouvoir faire évoluer ces critères et pondérations au regard de l'évolution des critères propres à chaque commune et en fonction du produit à répartir, lié au reversement de la CABBALR (hors rendement futur de l'implantation « ACC »).

La fixation de ces nouveaux critères et des montants annuels futurs à répartir doivent donner lieu à une délibération du Conseil Communautaire à la **majorité des 2/3**.

L'évolution du montant de la DSC en 2022

Alimentée par le versement de la CABBALR au titre du partage de la fiscalité économique en zone « partagée » le montant 2022 de la DSC devrait d'établir à

⇒ **9 093 951 €** contre 9 182 009 € en 2021

⇒ ... soit une réduction de **- 88 K€, -1%**

Les critères utilisés en 2022 pour le socle règlementaire

Envoyé en préfecture le 21/03/2022

Reçu en préfecture le 22/03/2022

Affiché le

ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

Communes	Données de référence_fiche DGF 2021		Potentiel fiscal 4 taxes		Revenus	
	Population DGF	Population INSEE	Potentiel fiscal 4 taxes/ hab.	Pondération	Revenu/ hab.	Pondération
ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	1 871	1 861	514	1,21	17 579	0,36
ACHEVILLE	641	637	499	1,23	16 867	0,43
AIX-NOULETTE	3 964	3 957	613	1,05	14 385	0,66
ANGRES	4 675	4 669	533	1,18	12 624	0,82
ANNAY	4 406	4 402	582	1,10	12 348	0,85
AVION	17 744	17 722	521	1,20	9 419	1,12
BENIFONTAINE	364	364	641	1,01	19 719	0,16
BILLY-MONTIGNY	8 209	8 208	551	1,15	9 142	1,15
BOUVIGNY-BOYEFFLES	2 475	2 472	639	1,02	16 223	0,49
BULLY-LES-MINES	12 274	12 195	536	1,17	10 738	1,00
CARENCY	782	776	516	1,20	19 430	0,19
ELEU-DIT-LEAUWETTE	2 916	2 913	598	1,08	11 701	0,91
ESTEVELLES	2 050	2 049	489	1,25	12 693	0,82
FOUQUIERES-LES-LENS	6 441	6 437	570	1,12	9 474	1,12
GIVENCHY-EN-GOHELLE	2 046	2 033	535	1,18	17 414	0,38
GOUY-SERVINS	345	345	509	1,22	16 814	0,43
GRENAY	6 962	6 883	522	1,20	8 581	1,20
HARNES	12 447	12 418	1 038	0,40	10 654	1,01
HULLUCH	3 452	3 447	542	1,17	12 082	0,87
LENS	31 920	31 798	862	0,67	10 029	1,06
LIEVIN	30 822	30 789	658	0,99	9 362	1,13
LOISON-SOUS-LENS	5 439	5 431	704	0,91	10 908	0,98
LOOS-EN-GOHELLE	6 970	6 917	567	1,13	12 183	0,86
MAZINGARBE	8 085	8 078	703	0,92	9 592	1,11
MERICOURT	11 472	11 415	482	1,26	10 137	1,05
MEURCHIN	3 790	3 790	468	1,28	12 799	0,81
NOYELLES-SOUS-LENS	6 698	6 693	728	0,88	9 868	1,08
PONT-A-VENDIN	3 188	3 184	480	1,26	9 945	1,07
SAINS-EN-GOHELLE	6 119	6 111	519	1,20	10 737	1,00
SALLAUMINES	9 699	9 695	563	1,13	8 114	1,24
SERVINS	1 125	1 125	506	1,22	15 912	0,52
SOUCHEZ	2 601	2 593	585	1,10	16 655	0,45
VENDIN-LE-VIEIL	8 594	8 587	757	0,83	10 880	0,99
VILLERS-AU-BOIS	596	593	488	1,25	16 051	0,50
VIMY	4 331	4 326	668	0,97	18 121	0,31
WINGLES	8 822	8 818	651	1,00	10 526	1,02
TOTAL	244 335	243 731	649	1,00	10 724	1,00

Plus le potentiel fiscal / hab. de la commune est élevé par rapport à la moyenne du territoire et plus la pondération (de la population) est élevée

Plus le revenu par hab. de la commune est élevé par rapport à la moyenne du territoire et moins la pondération (de la population) est élevée

Les critères utilisés en 2022 pour le socle règlementaire

Envoyé en préfecture le 21/03/2022

Reçu en préfecture le 22/03/2022

Affiché le

ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

	pondération Revenus	pop pondérée Revenus	Revenus	Revenus	pondération Potentiel Fiscal 4 taxes	pop pondérée Potentiel	Potentiel Fiscal 4 taxes	Potentiel Fiscal 4 taxes	Total socle
			€	€/hab			€	€/hab	€
ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	0,36	675	5 026	2,69 €	1,21	2 261	12 621	6,75 €	17 647
ACHEVILLE	0,43	274	2 039	3,18 €	1,23	789	4 406	6,87 €	6 444
AIX-NOULETTE	0,66	2 611	19 435	4,90 €	1,05	4 182	23 347	5,89 €	42 783
ANGRES	0,82	3 847	28 637	6,13 €	1,18	5 509	30 754	6,58 €	59 392
ANNAY	0,85	3 739	27 834	6,32 €	1,10	4 858	27 124	6,16 €	54 958
AVION	1,12	19 904	148 164	8,35 €	1,20	21 240	118 582	6,68 €	266 746
BENIFONTAINE	0,16	59	437	1,20 €	1,01	369	2 058	5,65 €	2 495
BILLY-MONTIGNY	1,15	9 420	70 122	8,54 €	1,15	9 444	52 724	6,42 €	122 846
BOUVIGNY-BOYEFFLES	0,49	1 206	8 977	3,63 €	1,02	2 514	14 033	5,67 €	23 010
BULLY-LES-MINES	1,00	12 258	91 251	7,43 €	1,17	14 420	80 507	6,56 €	171 759
CARENCY	0,19	147	1 096	1,40 €	1,20	942	5 260	6,73 €	6 356
ELEU-DIT-LEAUWETTE	0,91	2 651	19 731	6,77 €	1,08	3 145	17 556	6,02 €	37 287
ESTEVELLES	0,82	1 674	12 459	6,08 €	1,25	2 556	14 271	6,96 €	26 730
FOUQUIERES-LES-LENS	1,12	7 192	53 535	8,31 €	1,12	7 221	40 313	6,26 €	93 848
GIVENCHY-EN-GOHELLE	0,38	770	5 730	2,80 €	1,18	2 404	13 423	6,56 €	19 154
GOUY-SERVINS	0,43	149	1 110	3,22 €	1,22	420	2 342	6,79 €	3 452
GRENAV	1,20	8 354	62 184	8,93 €	1,20	8 329	46 497	6,68 €	108 682
HARNES	1,01	12 528	93 260	7,49 €	0,40	4 979	27 800	2,23 €	121 060
HULLUCH	0,87	3 015	22 443	6,50 €	1,17	4 023	22 459	6,51 €	44 902
LENS	1,06	33 990	253 026	7,93 €	0,67	21 450	119 752	3,75 €	372 777
LIEVIN	1,13	34 737	258 585	8,39 €	0,99	30 390	169 662	5,50 €	428 247
LOISON-SOUS-LENS	0,98	5 346	39 794	7,32 €	0,91	4 975	27 777	5,11 €	67 570
LOOS-EN-GOHELLE	0,86	6 022	44 826	6,43 €	1,13	7 849	43 819	6,29 €	88 645
MAZINGARBE	1,11	8 938	66 539	8,23 €	0,92	7 414	41 389	5,12 €	107 928
MERICOURT	1,05	12 100	90 077	7,85 €	1,26	14 432	80 574	7,02 €	170 651
MEURCHIN	0,81	3 057	22 755	6,00 €	1,28	4 846	27 055	7,14 €	49 810
NOYELLES-SOUS-LENS	1,08	7 233	53 842	8,04 €	0,88	5 886	32 862	4,91 €	86 704
PONT-A-VENDIN	1,07	3 420	25 455	7,98 €	1,26	4 017	22 427	7,03 €	47 883
SAINS-EN-GOHELLE	1,00	6 112	45 496	7,44 €	1,20	7 344	41 003	6,70 €	86 499
SALLAUMINES	1,24	12 060	89 775	9,26 €	1,13	10 985	61 328	6,32 €	151 103
SERVINS	0,52	581	4 323	3,84 €	1,22	1 372	7 661	6,81 €	11 984
SOUCHEZ	0,45	1 163	8 655	3,33 €	1,10	2 858	15 954	6,13 €	24 609
VENDIN-LE-VIEIL	0,99	8 469	63 045	7,34 €	0,83	7 167	40 015	4,66 €	103 060
VILLERS-AU-BOIS	0,50	300	2 233	3,75 €	1,25	744	4 154	6,97 €	6 387
VIMY	0,31	1 344	10 004	2,31 €	0,97	4 206	23 481	5,42 €	33 485
WINGLES	1,02	8 985	66 888	7,58 €	1,00	8 795	49 102	5,57 €	115 991
TOTAL	1,00	244 327	1 818 790	7,44 €	1,00	244 335	1 364 093	5,58 €	3 182 883

3,2 M €, soit 35% de l'enveloppe sont répartis selon la population pondérée à l'écart relatif au potentiel fiscal 4 taxes (15%) et au revenu par habitant

Les 2 autres parts permettant à la fois un reversement les communes anciennement majoritairement bénéficiaires

Une garantie « Siziaf »
 représentant 34% de
 l'enveloppe de sorte à
 limiter la baisse de
 recettes de
 fonctionnement des
 communes concernées
 => répartition au % de
 l'ancienne part SIZIAF
 dont bénéficiaient ces
 communes jusqu'en
 2021


Simulé base 2022 (DGF 2021 et CABBALR 2022) avec garantie des communes hors Siziaf			
	34%	31%	
	Part garantie ancienne part SIZIAF - 34%	Garantie de "non baisse" SIZIAF - 30,5%	Garantie de "non baisse" Complément - 0,5%
ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	0	0	
ACHEVILLE	0	0	10 463
AIX-NOULETTE	0	0	
ANGRES	0	0	
ANNAY	0	0	
AVION	0	0	
BENIFONTAINE	126 945	113 900	
BILLY-MONTIGNY	0	0	
BOUVIGNY-BOYEFFLES	0	0	
BULLY-LES-MINES	0	0	
CARENCY	0	0	
ELEU-DIT-LEAUWETTE	0	0	
ESTEVELLES	0	0	
FOUQUIERES-LES-LENS	0	0	
GIVENCHY-EN-GOHELLE	0	0	
GOUY-SERVINS	0	0	
GRENAY	0	0	
HARNES	0	0	34 443
HULLUCH	293 902	263 701	
LENS	0	0	
LIEVIN	0	0	
LOISON-SOUS-LENS	0	0	
LOOS-EN-GOHELLE	523 799	469 974	
MAZINGARBE	0	0	
MERICOURT	0	0	
MEURCHIN	309 103	277 340	
NOYELLES-SOUS-LENS	0	0	
PONT-A-VENDIN	320 680	287 727	
SAINS-EN-GOHELLE	0	0	
SALLAUMINES	0	0	
SERVINS	0	0	
SOUCHEZ	0	0	
VENDIN-LE-VIEIL	692 031	620 919	
VILLERS-AU-BOIS	0	0	
VIMY	0	0	
WINGLES	825 484	740 658	
TOTAL	3 091 943	2 774 219	44 906

% par rapport à DSC initiale	34,00%	30,51%	0,49%
		31%	

Une garantie de « non
 baisse » permettant de
 limiter ou neutraliser la
 baisse de DSC
 supportée par les
 communes

La baisse est calculée
 par rapport à une
 dotation N par
 commune
 correspondant au poids
 de sa DSC 2021
 appliqué au montant
 2022


Les montants par commune pour 2022

Envoyé en préfecture le 21/03/2022
 Reçu en préfecture le 22/03/2022
 Affiché le 
 ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

Simulé base 2022 (DGF 2021 et CABBALR 2022) avec garantie des communes hors Siziaf					
	35%	34%	31%	100%	
	Socle réglementaire (potentiel fiscal 15% et revenu / hab. 20%)	Part garantie ancienne part SIZIAF - 34%	Garantie de "non baisse" SIZIAF - 30,5%	Garantie de "non baisse" Complément - 0,5%	Total DSC 2022
ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	17 647	0	0		17 647
ACHEVILLE	6 444	0	0	10 463	16 907
AIX-NOULETTE	42 783	0	0		42 783
ANGRES	59 392	0	0		59 392
ANNAY	54 958	0	0		54 958
AVION	266 746	0	0		266 746
BENIFONTAINE	2 495	126 945	113 900		243 340
BILLY-MONTIGNY	122 846	0	0		122 846
BOUVIGNY-BOYEFFLES	23 010	0	0		23 010
BULLY-LES-MINES	171 759	0	0		171 759
CARENCY	6 356	0	0		6 356
ELEU-DIT-LEAUWETTE	37 287	0	0		37 287
ESTEVELLES	26 730	0	0		26 730
FOUQUIERES-LES-LENS	93 848	0	0		93 848
GIVENCHY-EN-GOHELLE	19 154	0	0		19 154
GOUY-SERVINS	3 452	0	0		3 452
GRENAY	108 682	0	0		108 682
HARNES	121 060	0	0	34 443	155 503
HULLUCH	44 902	293 902	263 701		602 505
LENS	372 777	0	0		372 777
LIEVIN	428 247	0	0		428 247
LOISON-SOUS-LENS	67 570	0	0		67 570
LOOS-EN-GOHELLE	88 645	523 799	469 974		1 082 418
MAZINGARBE	107 928	0	0		107 928
MERICOURT	170 651	0	0		170 651
MEURCHIN	49 810	309 103	277 340		636 253
NOYELLES-SOUS-LENS	86 704	0	0		86 704
PONT-A-VENDIN	47 883	320 680	287 727		656 290
SAINS-EN-GOHELLE	86 499	0	0		86 499
SALLAUMINES	151 103	0	0		151 103
SERVINS	11 984	0	0		11 984
SOUCHEZ	24 609	0	0		24 609
VENDIN-LE-VIEIL	103 060	692 031	620 919		1 416 010
VILLERS-AU-BOIS	6 387	0	0		6 387
VIMY	33 485	0	0		33 485
WINGLES	115 991	825 484	740 658		1 682 132
TOTAL	3 182 883	3 091 943	2 774 219	44 906	9 093 951

% par rapport à DSC initiale	35,00%	34,00%	30,51%	0,49%
			31%	

Remarques et choix de la CLECT

Envoyé en préfecture le 21/03/2022
Reçu en préfecture le 22/03/2022
Affiché le 
ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

Intervention d'un des membre de la CLECT pour souligner l'objectif de neutralité par rapport à 2021 atteint au travers des critères de garantie proposés

Ces nouveaux critères, le montant de la DSC pour 2022 et sa répartition donneront lieu à une délibération du Conseil de Communauté prise à la majorité des 2/3 (votée par le Conseil Communautaire du 27/01/2022). Ces éléments seront revus annuellement en fonction du montant prévisionnel et de l'évolution des critères propres à chaque commune

=> Approbation à l'unanimité de la répartition établie sur la base du montant prévisionnel notifié pour 2022

Envoyé en préfecture le 21/03/2022

Reçu en préfecture le 22/03/2022

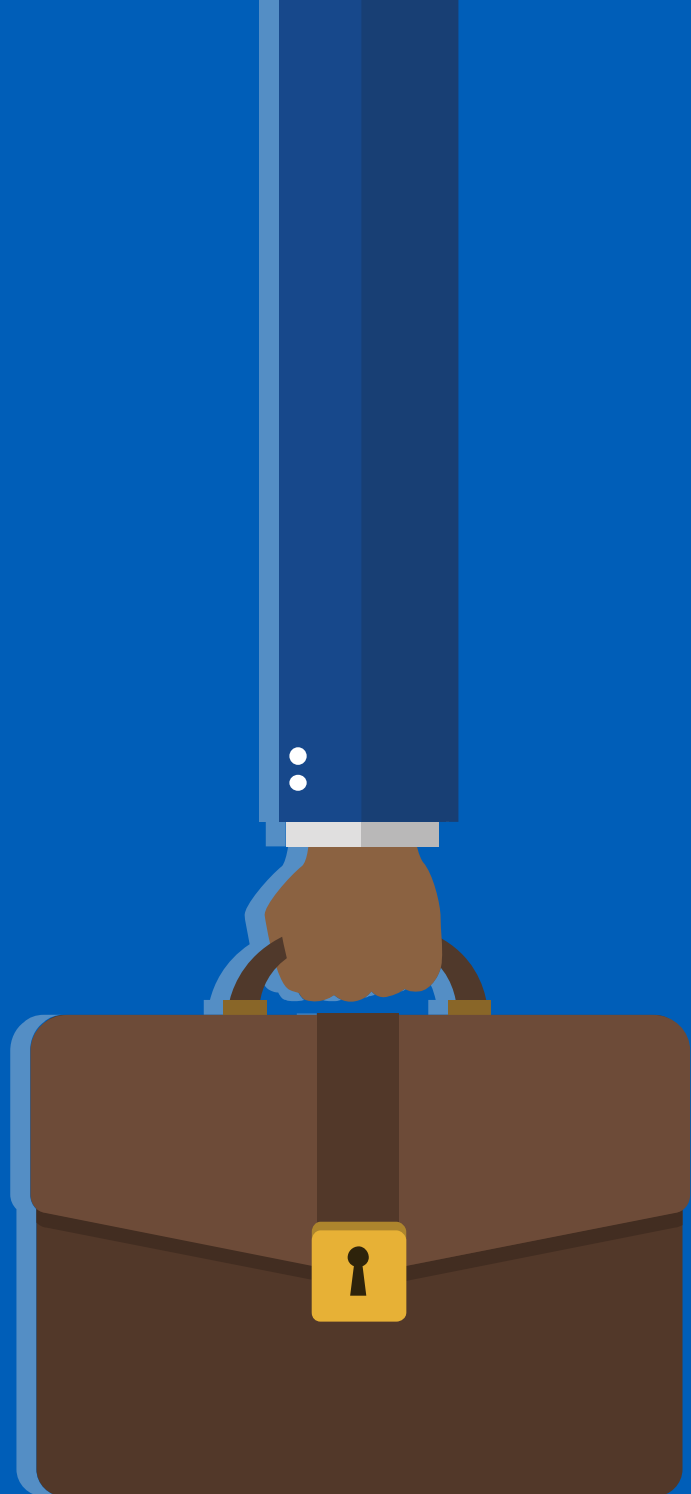
Affiché le

SLO

ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE



La baisse dérogatoire des attributions de compensation (AC)



kpmg.fr

Le principe acté


Au regard des éléments décrits ci-dessus, les pertes complémentaires subies par les communes « Siziaf » a vocation à être en tout ou partie financé par une baisse des AC des communes qui verraient leur DSC croître du fait de la nouvelle structure de l'enveloppe :



Les communes connaissant un accroissement de leur enveloppe dite « spontanée » font l'objet d'un écrêtement par le biais d'une correction dérogatoire des attributions de compensation selon l'évaluation faite chaque année dans le cadre du suivi du pacte financier et fiscal


Elles devront délibérées annuellement sur ces nouveaux montants

Les corrections à opérer au regard de 2022

Envoyé en préfecture le 21/03/2022
 Reçu en préfecture le 22/03/2022
 Affiché le 
 ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

	DSC 2021	2022			
		DSC 2022 à structure 2021	DSC 2022	Baisses AC	Solde
ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	5 285	5 234	17 647	12 412	0
ACHEVILLE	17 071	16 907	16 907	0	0
AIX-NOULETTE	16 225	16 069	42 783	26 713	0
ANGRES	27 523	27 259	59 392	32 133	0
ANNAY	16 793	16 632	54 958	38 326	0
AVION	86 644	85 813	266 746	180 933	0
BENIFONTAINE	320 597	317 522	243 340	0	-74 183
BILLY-MONTIGNY	45 114	44 681	122 846	78 165	0
BOUVIGNY-BOYEFFLES	7 883	7 807	23 010	15 203	0
BULLY-LES-MINES	57 156	56 608	171 759	115 151	0
CARENCY	1 657	1 641	6 356	4 714	0
ELEU-DIT-LEAUWETTE	18 644	18 465	37 287	18 822	0
ESTEVELLES	6 305	6 245	26 730	20 486	0
FOUQUIERES-LES-LENS	33 320	33 000	93 848	60 848	0
GIVENCHY-EN-GOHELLE	5 884	5 828	19 154	13 326	0
GOUY-SERVINS	2 433	2 410	3 452	1 042	0
GRENAY	37 702	37 340	108 682	71 341	0
HARNES	157 009	155 503	155 503	0	0
HULLUCH	749 482	742 294	602 505	0	-139 789
LENS	252 832	250 407	372 777	122 370	0
LIEVIN	192 020	190 178	428 247	238 068	0
LOISON-SOUS-LENS	41 649	41 250	67 570	26 321	0
LOOS-EN-GOHELLE	1 349 746	1 336 802	1 082 418	0	-254 384
MAZINGARBE	35 148	34 811	107 928	73 117	0
MERICOURT	59 919	59 344	170 651	111 307	0
MEURCHIN	789 129	781 561	636 253	0	-145 308
NOYELLES-SOUS-LENS	42 960	42 548	86 704	44 156	0
PONT-A-VENDIN	813 531	805 729	656 290	0	-149 439
SAINS-EN-GOHELLE	34 430	34 100	86 499	52 400	0
SALLAUMINES	68 142	67 488	151 103	83 615	0
SERVINS	6 493	6 431	11 984	5 553	0
SOUCHEZ	7 680	7 606	24 609	17 003	0
VENDIN-LE-VIEIL	1 767 320	1 750 371	1 416 010	0	-334 361
VILLERS-AU-BOIS	3 257	3 226	6 387	3 161	0
VIMY	16 506	16 348	33 485	17 138	0
WINGLES	2 088 520	2 068 491	1 682 132	0	-386 359
TOTAL	9 182 009	9 093 951	9 093 951	1 483 823	-1 483 823

Remarques et choix de la CLECT

Envoyé en préfecture le 21/03/2022
Reçu en préfecture le 22/03/2022
Affiché le 
ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

=> Approbation à l'unanimité de la répartition établie sur la base du montant prévisionnel de DSC notifié pour 2022

Cette correction des AC devra donner lieu à :

- **Une délibération à la majorité des 2/3 du Conseil de Communauté (voté lors du Conseil Communautaire du 27 janvier 2022)**
- **Une délibération concordante des Conseil municipaux concernés par la révision, visant la délibération du Conseil de Communauté, prise dans les meilleurs délais afin de pouvoir procéder au versement des AC ainsi définies**

Envoyé en préfecture le 21/03/2022

Reçu en préfecture le 22/03/2022

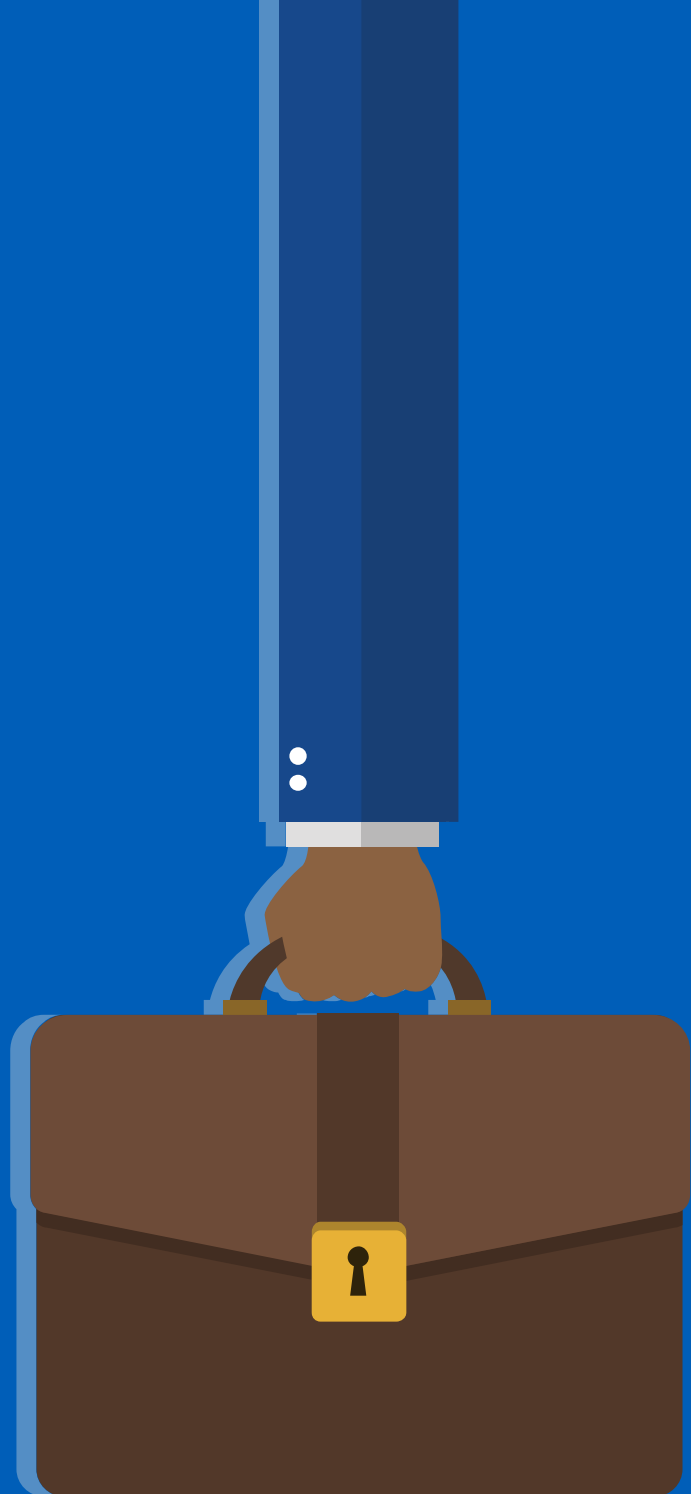
Affiché le

SLO

ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE



Le partage du produit et des compensations communales de TFPBE en ZAE



kpmg.fr

Le principe et les zones concernées

Sont concernées par le partage de fiscalité au profit de la CALL, les produits de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et les compensations attenantes (à partir de 2021) :

- Perçus par les communes membres ;
- Sur les ZAE communautaires (actuelles, nouvelles ou faisant l'objet d'une extension) excluant du dispositif les implantations d'entreprises hors ZAE ;
- A compter du 1^{er} janvier 2022.

Le reversement en faveur de la Communauté d'agglomération repose sur une proportion fixée :

- à 17% du produit / compensation au titre de la réforme des valeurs locatives industrielles tels que constaté pour chaque entreprise en zone en 2021, produit neutralisé du taux départemental de TFPB reçu par la commune en 2021 au titre de la réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principale ;
- à 90% de la dynamique de produit / compensation annuelle à compter de 2022, qu'elle soit indiciaire ou physique, calculé selon le même retraitement de taux qu'évoqué précédemment.

Nécessité d'une convention bilatérale par commune

Commune	ZONE
Aix-Noulette	L'Alouette
	L'Épinette
	Les jardins de l'Artois
Angres	Pole d'excellence sportif
Avion	Montgre
	ZA de l'Étincelle
	ZA Fosse 7
	ZI des 14
	Glissoire
Billy-Montigny	EuroBilly
Bully-les-Mines	L'Alouette - Extension
	L'Épinette
	Le Minopole
	Quadrarparc
	Quadrarparc extension
Éleu-dit-Leauwette	La Lieauwette
	La Souchez
Grenay	La Palmeraie
	ZAL Verte
	Quadrarparc
Harnes	La Motte du Bois
	La Motte du Bois - Extension
	La Motte du Bois - Port fluvial
	ZAE Bellevue
Lens	Les Moulins
	Les Oiseaux
	Les Renardières
	PA du Gard
	Bois Rigault Sud
	L'artisanat
	La Croisette

Commune	ZONE
Lievin	L'Alouette
	L'Alouette - Extension
	Pole d'excellence sportif
	Quadrarparc
	ZAC An 2000
	ZAL Saint Ame
Loison-sous-Lens	Les Oiseaux
Loos-en-Gohelle	Le Grand Mont
	Quadrarparc extension
Mazingarbe	Le Champ Caudron
Mericourt	La Gohelle
	La Voye Gard
	PA 3
Noyelles-sous-Lens	La Galance
	ZAE Averlans
Pont-à-Vendin	La Canarderie
Sains-en-Gohelle	PA de la Rocade
	ZI de la Fosse 13
Sallaumines	La Galance
Vendin-le-Vieil	Bois Rigault Nord
	Bois Rigault Sud
	Les ateliers centraux
Vimy	ZAL de Vimy
Wingles	Le Pronet
	Les ateliers centraux

Les modalités de calcul


Un calcul de la TFPB communale partagée avec la CALL fonction des implantations existantes et extensions et leur évolution respective

Chaque année, le reversement de la part de taxe foncière sur les propriétés bâties correspondra à la somme des 2 termes suivants :

- ⇒ (Bases taxables 2021 des entreprises assujetties à la TFPB communale et objet de la convention de reversement) x (Taux communal de TFPB applicable sur la ZAE de la commune d'assiette concernée – Taux Départemental 2020) x 17%
+ Compensations fiscales 2021 perçues au titre de la réforme des valeurs locatives industrielles x 17% (Bases exonérées N x Taux communal de TFPB applicable sur la ZAE de la commune d'assiette concernée – Taux Départemental 2020)

- ⇒ (Bases taxables N - Bases taxables 2021 des entreprises assujetties à la TFPB communale et objet de la convention de reversement) X (Taux communal de TFPB applicable sur la ZAE de la commune d'assiette concernée – Taux Départemental 2020) x 90%
+ (Compensation N - Compensations fiscales 2021 perçues au titre de la réforme des valeurs locatives industrielles) x 90%

Les taux communaux retenus pour la répartition

Envoyé en préfecture le 21/03/2022
 Reçu en préfecture le 22/03/2022
 Affiché le 
 ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

COMMUNE	Tx TFPB 2020	Tx TFPB comm + dép 2021	Tx TFPB comm. retenus 2021
Ablain-Saint-Nazaire	21,75	44,01	21,75
Acheville	17,14	39,40	17,14
Aix-Noulette	31,00	52,99	30,73
Angres	40,77	63,03	40,77
Annay-sous-Lens	16,51	38,77	16,51
Avion	38,19	60,45	38,19
Bénifontaine	8,64	30,90	8,64
Billy-Montigny	30,80	52,91	30,65
Bouvigny-Boyeffles	28,24	50,17	29,63
Bully-les-Mines	37,18	59,44	37,18
Carency	23,92	46,18	23,92
Eleu-dit-Leauwette	37,95	60,21	37,95
Estevelles	30,43	55,85	33,59
Fouquières-lez-Lens	28,36	50,62	28,36
Givenchy-en-Gohelle	26,35	48,61	26,35
Gouy-Servins	18,17	40,43	18,17
Grenay	40,34	62,60	40,34
Harnes	27,91	50,17	27,91
Hulluch	15,58	37,84	15,58
Lens	38,88	61,14	38,88
Liévin	44,00	66,26	44,00
Loison-sous-Lens	30,50	52,76	30,50
Loos-en-Gohelle	27,07	49,33	27,00
Mazingarbe	32,39	54,65	32,39
Méricourt	43,29	65,55	43,29
Meurchin	22,59	44,85	22,59
Noyelles-sous-Lens	36,41	60,21	37,95
Pont-à-Vendin	20,05	42,31	20,05
Sains-en-Gohelle	43,00	65,26	43,00
Sallaumines	43,25	65,51	43,25
Servins	24,82	47,08	24,82
Souchez	33,67	55,93	33,67
Vendin-le-Vieil	16,91	39,17	16,91
Villers-au-Bois	24,47	46,73	24,47
Vimy	27,24	49,50	27,24
Wingles	21,01	43,27	21,01

Les bases 2021 taxables et exonérées en zones

Exemple

Envoyé en préfecture le 21/03/2022

Reçu en préfecture le 22/03/2022

Affiché le

ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

Sources des données : DGFIP - Cadastre 2021

Propriétaire 2021	Parcelle 2021	Invariant 2021	Nature du local 2021	base communale 2021	produit communal 2021	base exon. Etab. Ind. 2021	Alloc. Comp. Etab. Ind. 2021	1er terme 17% du prod. 2021	2ème terme 17% A.C. 2021	
Aix-Noulette				Total commune	300 571	91 782 €	56 342 €	17 313,89 €	15 602,94 €	2 943,36 €
Taux communal 2021					30,73%					

Propriétaire 2021	Parcelle 2021	Invariant 2021	Nature du local 2021	base communale 2021	produit communal 2021	base exon. Etab. Ind. 2021	Alloc. Comp. Etab. Ind. 2021	1er terme 17% du prod. 2021	2ème terme 17% A.C. 2021
BPCE LEASE IMMO	ZB0201	0600455001	Local divers	16 450	4 130 €			702,10 €	
ENEDIS	ZB0232	0665996001	Transformateur électrique	176	54 €			9,18 €	
BATI LEASE	ZB0232	0666162001	Etablissement industriel	2 395	735 €	2 395	735,98 €	124,95 €	125,12 €
BATI LEASE	ZB0232	0666162002	Etablissement industriel	53 947	16 577 €	53 947	16 577,91 €	2 818,09 €	2 818,24 €

Propriétaire 2021	Parcelle 2021	Invariant 2021	Nature du local 2021	base communale 2021	produit communal 2021	base exon. Etab. Ind. 2021	Alloc. Comp. Etab. Ind. 2021	1er terme 17% du prod. 2021	2ème terme 17% A.C. 2021
L'Alouette									
PB AIX NOULETTE	ZA0132	0236962001	Local divers	5 857	2 049 €			348,33 €	
ENEDIS	ZA0137	0236978001	Transformateur électrique	190	58 €			9,86 €	

Propriétaire 2021	Parcelle 2021	Invariant 2021	Nature du local 2021	base communale 2021	produit communal 2021	base exon. Etab. Ind. 2021	Alloc. Comp. Etab. Ind. 2021	1er terme 17% du prod. 2021	2ème terme 17% A.C. 2021
L'Épinette									
BATI LEASE	ZA0138	0608619001	Local divers	14 33					
CARREFOUR PROPERTY FRANCE	ZA0146	0251249001	Local divers	35 34					
EVEN VERRON	ZA0146	0251250001	Local divers	1 16					
CARREFOUR PROPERTY FRANCE	ZA0146	0261562001	Local divers	1 63					
CARREFOUR PROPERTY FRANCE	ZA0146	0609790001	Local divers	7 66					
DE L'EPINETTE	ZA0175	0721616001	Local divers	1 88					
ACTION SANTE TRAVAIL	ZA0307	0780387001	Local divers	58 99					

Les jardins de l'Artois

Propriétaire 2021	Parcelle 2021	Invariant 2021	Nature du local 2021	base communale 2021	produit communal 2021	base exon. Etab. Ind. 2021	Alloc. Comp. Etab. Ind. 2021	1er terme 17% du prod. 2021	2ème terme 17% A.C. 2021
SOCIETE SOTRAIX	ZA0327	0241194001	Local divers	11 221	3 253 €			553,01 €	
LB NET PROTECT	ZA0328	0241193001	Local divers	7 029	2 705 €			459,85 €	
Les jardins de l'Artois									
ENEDIS	AE0023	0004070001	Transformateur électrique	118	36 €			6,12 €	
EUROVIA STR	AE0278	0638688001	Local divers	6 746	1 963 €			333,71 €	
EUROVIA STR	AE0278	0803828001	Local divers	7 486	2 300 €			391,00 €	
ASS RECUP'TRI	AE0334	0816922001	Local divers	13 389	4 114 €			699,38 €	
ENEDIS	AE0344	0594850001	Transformateur électrique	191	58 €			9,86 €	
C M J	AE0352	0604713001	Local divers	4 636	1 569 €			266,73 €	
LES COLLINES D'ARTOIS	AE0353	0598963001	Local divers	5 622	1 832 €			311,44 €	
LES COLLINES D'ARTOIS	AE0390	0784391001	Local divers	10 838	1 795 €			305,15 €	
LES COLLINES D'ARTOIS	AE0407	0648253001	Local divers	8 271	2 026 €			344,42 €	
BPCE LEASE IMMO	AE0441	0625993001	Local divers	21 488	8 718 €			1 482,06 €	
ENERGIA IMMO	AE0453	0630426001	Local divers	3 318	1 249 €			212,33 €	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LENS-LIEVIN	ZA0290	0633006001	Transformateur électrique	1	0 €			0,00 €	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LENS-LIEVIN	ZA0290	0633006002	Transformateur électrique	175	53 €			9,01 €	

Les produits concernés - Exemple

Sources des données : DGFIP - Cadastre 2021

mardi 21 décembre 2021

Commune	ZAE	Bases communales 2021	Taux communal 2021	produit communal 2021	base exon. Etab. Ind. 2021 (a)	Alloc. Comp. Etab. Ind. 2021 (b)	1er terme provisoire 17% du prod. 2021	2ème terme provisoire 17% des AC 2021
Détail des montants provisoires à reverser à la CALL pour les termes 1 et 2 de la convention de partage par ZAE								
Aix-Noulette	L'Alouette	72 968	30,73%	21 496 €	56 342	17 313,89 €	3 654,32 €	2 943,36 €
	L'Epinette	145 324	30,73%	44 573 €			7 577,41 €	
	Les jardins de l'Artois	82 279	30,73%	25 713 €			4 371,21 €	
	Total commune	300 571		91 782 €	56 342 €	17 313,89 €	15 602,94 €	2 943,36 €

Récapitulatif :

Article 2 de la convention de partage : Total reversement année N = Terme 1 + Terme 2 + Terme 3 + Terme 4
Taux de référence = le plus élevé des taux constatés entre celui de l'année N et celui de 2021.

Terme 1 - D'abord prévisionnelle, sa valeur définitive est établie à partir des bases fiscales de l'année N
 Si Base année N est inférieure à Base 2021, 1er terme = Base N * Taux de référence * 17%
 Si Base N est supérieure à Base 2021, 1er terme = Base 2021 * Taux de référence * 17%

Terme 2 - Lui aussi prévisionnel, le produit définitif correspond aux allocations compensatrices (AC) versées par l'Etat aux collectivités territoriales en fin d'année N, consécutivement à la réforme des valeurs locatives des établissements industriels.
 Si Allocation Compensatrice (AC) année N est inférieure à l'AC 2021, le 2ème terme = Produit de l'AC année N * 17%
 Si Allocation Compensatrice (AC) année N est supérieure à l'AC 2021, le 2ème terme définitif = Produit de l'AC 2021 * 17%

Terme 3 : Sa valeur est établie à partir des bases fiscales livrées en fin d'année N
 Si (Base année N - Base 2021) est supérieure à zéro, le 3ème terme = (Base N - Base 2021) * Taux de référence * 90%

Terme 4 - Le produit correspond aux allocations compensatrices (AC) versées par l'Etat aux collectivités territoriales consécutivement à la réforme des valeurs locatives des établissements industriels.
 Ce produit est déterminé en fin d'année N
 Si (le produit de l'AC de l'année N - produit de l'AC 2021) est supérieur à zéro, le 4ème terme = (produit AC année N - produit AC 2021) * 90%

(a) : Montant cumulé de la base fiscale exonérée pour l'établissement industriel situé sur les ZAE en 2021
 (b) : Produit cumulé de l'allocation compensatrice (AC) alloué à l'établissement industriel situé sur la ZAE en 2021

Les produits concernés - source cadastre

Envoyé en préfecture le 21/03/2022

Reçu en préfecture le 22/03/2022

Affiché le

SLOW

ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

Communes	Bases nettes communales des établissements en ZAE	Taux communal 2021 retraité de celui du Département	Produit communal lissé à taux de référence	PFFS produit 1er terme 17%	Bases exonérées VLI des établissements en ZAE	Produit exonéré VLI à taux de référence	PFF Alloc. Comp. 2ème terme 17%	Total
Aix-Noulette	300 571	30,73	91 782	15 603	56 342	17 314	2 944	18 547
Angres	25 929	40,77	5 466	930				930
Avion	1 136 820	38,19	409 689	69 648	751 241	286 899	48 773	118 421
Billy-Montigny	136 324	30,65	39 086	6 645	750	230	40	6 685
Bully-les-Mines	609 879	37,18	229 703	39 050	112 764	41 926	7 128	46 178
Eleu-dit-Leauwette	47 515	37,95	16 190	2 753				2 753
Grenay	301 160	40,34	120 788	20 534	9 979	4 026	685	21 219
Harnes	2 929 060	27,91	824 187	140 112	2 211 803	617 314	104 944	245 056
Lens	2 969 069	38,88	1 166 558	198 315	847 127	329 363	55 992	254 307
Liévin	2 308 387	44,00	1 024 568	174 177	612 712	269 593	45 831	220 008
Loison-sous-Lens	263 719	30,50	75 933	12 909				12 909
Loos-en-Gohelle	156 677	27,07	46 129	7 842	8 454	2 288	390	8 232
Mazingarbe	18 229	32,39	5 476	931				931
Méricourt	163 154	43,29	66 612	11 325	16 444	7 119	1 211	12 536
Noyelles-sous-Lens	565 760	37,95	216 320	36 775				36 775
Pont-à-Vendin	53 561	20,05	11 769	2 001				2 001
Sains-en-Gohelle	226 249	43,00	97 970	16 655	82 954	35 670	6 064	22 719
Sallaumines	232 944	43,25	102 824	17 481	113 070	48 903	8 314	25 795
Vendin-le-Vieil	2 062 171	16,91	342 206	58 176	502 638	84 996	14 450	72 626
Vimy	331 624	27,24	90 532	15 391	323 241	88 051	14 969	30 360
Wingles	166 076	21,01	35 917	6 106	87 226	18 326	3 116	9 222
Total	15 004 878		5 019 705	853 359	5 736 745	1 852 018	314 851	1 168 210

Le lissage de l'impact de la révision des valeurs locatives locaux professionnels - Illustration (source cadastre)

Envoyé en préfecture le 21/03/2022
 Reçu en préfecture le 22/03/2022
 Affiché le 
 ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

Angres - Détail

an_fisc	Commune	Identifiant bâti	Base communale 2021	Taux communal 2021	produit communal avant révision des valeurs locatives des locaux commerciaux ou industriels	coefficient de lissage appliqué en 2021 Il sera à 4 en 2022	Qote-part de lissage de la commune	Produit communal lissé versé aux communes en 2021
			A	B	C = A x B /100	D	E	F = C - (D*E)
2021	Angres	0762296	25929	40,77	10571	5	1021	5466

Lens - situation cumulé

an_fisc	Commune	Identifiant bâti	Base communale 2021	Taux communal 2021	produit communal avant révision des valeurs locatives des locaux commerciaux ou industriels	coefficient de lissage appliqué en 2021 Il sera à 4 en 2022	Qote-part de lissage de la commune	Produit communal lissé versé aux communes en 2021
			A	B	C = A x B /100	D	E	F = C - (D*E)
2021	Lens		2 969 069		1 154 273	5	-2 457	1 166 558

Pont-à-vendin - Détail

an_fisc	Commune	Identifiant bâti	Base communale 2021	Taux communal 2021	produit communal avant révision des valeurs locatives des locaux commerciaux ou industriels	coefficient de lissage appliqué en 2021 Il sera à 4 en 2022	Qote-part de lissage de la commune*	Produit communal lissé versé aux communes en 2021
			A	B	C = A x B /100	D	E	F = C - (D*E)
2021	Pont-à-Vendn	0664230	1853	20,05	371	5	-15	446
2021	Pont-à-Vendn	0599565	9556	20,05	1915	5	-81	2320
2021	Pont-à-Vendn	0594814	2709	20,05	543	5	47	308
2021	Pont-à-Vendn	0663316	9854	20,05	1975	5	204	955
2021	Pont-à-Vendn	0589159	190	20,05	38	5		38
2021	Pont-à-Vendn	0599566	12752	20,05	2556	5	-135	3231
2021	Pont-à-Vendn	0675597	7643	20,05	1532	5	-113	2097
2021	Pont-à-Vendn	0654046	4658	20,05	933	5	-50	1183
2021	Pont-à-Vendn	0652931	4346	20,05	871	5	-64	1191
			53561		10734		-207*	

Les modalités de versement


La Communauté d'agglomération Lens Liévin prendra, chaque année, l'attache des communes signataires de conventions de partage de la TFPB communale pour émettre les titres de recettes nécessaires aux reversements de la TFPB concernée.

La mesure de la quote-part de TFPB communale perçue sur les établissements sis sur les ZAE communautaire pourra être effectuée en 2 temps :

- Un état des versements prévisionnels de l'année sera dressé par les services de « la Commune » et « la Communauté » avant le 30 avril de l'année du fait générateur. Il sera établi sur la base des informations et fichiers transmis par les services fiscaux.
- Une régularisation des montants prévisionnels, établie en fonction des éléments relatifs à l'imposition effective au titre de l'exercice concerné, sera notifiée par « la Communauté » à « la Commune » avant le 30 novembre de l'année du fait générateur.

Cette régularisation prendra en compte les montants définitifs des bases d'imposition, des compensations des établissements concernés et les versements définitifs à établir au titre de l'exercice concerné.

Remarques et choix de la CLECT

Envoyé en préfecture le 21/03/2022
Reçu en préfecture le 22/03/2022
Affiché le 
ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

Remarque relative au cas particulier d'établissements à but non lucratif ou portant une mission d'intérêt général pour lesquels les communes prennent à leur charge la contribution de TFPB => il est proposé de sursoir au reversement pour cette typologie d'entreprise

Remarque relative au cas des entreprises nouvellement taxées à compter de 2022 du fait de l'existence d'un régime d'exonération les années précédentes : il est précisé par le Président que les situations restent à analyser au cas par cas mais qu'en effet, les entreprises bénéficiant d'une exonération partielle en 2021 seront bien reprises au stock en 2022.

Des rencontres individuelles avec les communes seront organisées afin de préciser les termes de chaque convention de reversement.

Envoyé en préfecture le 21/03/2022

Reçu en préfecture le 22/03/2022

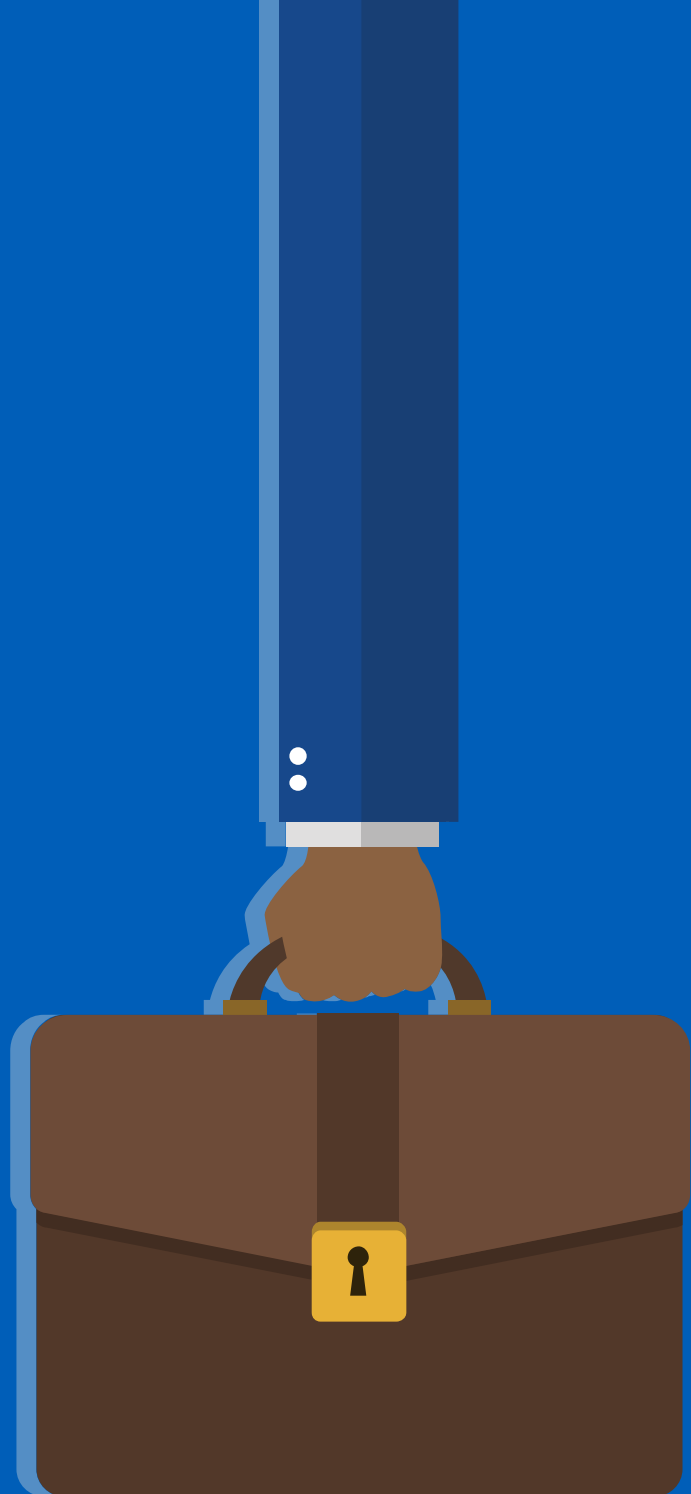
Affiché le

SLO

ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE


KPMG

Les délibérations à prendre par les communes



kpmg.fr

Les délibérations communales

Envoyé en préfecture le 21/03/2022
Reçu en préfecture le 22/03/2022
Affiché le 
ID : 062-216205633-20220311-2022_11_03_05-DE

- Révision dérogatoire des AC : délibération du Conseil municipal pour les communes concernées par la baisse des AC, concordante à celle de l'EPCI qu'il faudra viser ;
 - 1 à 3 mois
 - doit permettre le versement des AC selon le nouveau périmètre

- Délibération portant accord des conventions de partage du produit et des compensations de foncier bâti en ZAE
 - 1 à 3 mois
 - Devra viser la délibération de l'EPCI